

عمليات بناء السلام

فهرس رسالة دكتوراه

جميع الحقوق محفوظة

Table des matières

<i>Remerciements</i>	<i>1</i>
<i>Sigles et abréviations</i>	<i>2</i>
<i>Sommaire</i>	<i>9</i>
<i>Introduction</i>	<i>11</i>
<i>Partie I : La genèse des opérations de consolidation de la paix</i>	<i>39</i>
<u>Titre I : le rôle prédominant du Conseil de sécurité dans l'interaction entre le maintien et la consolidation de la paix</u>	<u>40</u>
Chapitre I : Les compétences du Conseil de sécurité dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales	40
Section I : Les moyens non coercitifs du chapitre VI de la Charte des Nations unies	41
I- L'action diplomatique du Conseil de sécurité	46
A- La négociation	47
B- L'enquête	49
C- La médiation	50
D- La conciliation	52
II- La voie juridictionnelle	54
A- L'arbitrage	54
B- La voie judiciaire	56
Section II : Les moyens coercitifs du chapitre VII	60
I- Les moyens coercitifs non militaires	68
A- Les sanctions économiques	71

1-	L'embargo total	72
2-	L'embargo partiel	74
3-	Les sanctions intelligentes	76
B-	La rupture des relations diplomatiques	80
C-	Les autres cas	83
II-	Les moyens coercitifs militaires	84
A-	La légitime défense	85
B-	L'article 42 de la Charte	86
Chapitre II : Les caractéristiques établies par la doctrine des opérations de maintien de la paix		91
Section I : Les opérations de maintien de la paix de première génération : l'absence de consolidation de la paix		92
I-	Les opérations de maintien de la paix de première génération et les opérations de consolidation de la paix : des caractères communs mais des buts divergents	93
II-	L'exemple de l'Irian occidental	95
A-	Exposé des faits	95
B-	Ambiguïté entre décolonisation et consolidation de la paix	96
Section II : Des OMP de deuxième génération aux OMP de troisième génération : l'inscription de la consolidation de la paix		97
I-	L'apparition de nouvelles générations d'opérations de maintien de la paix	98
II-	Les caractéristiques des opérations de nouvelles générations	99
A-	Une notion de paix élargie	99
B-	Le fondement	100
C-	Les objectifs	102
D-	De nombreux intervenants	103
Conclusion du titre I		105
Titre II : Vers la consécration du concept de « consolidation de la paix »		107
Chapitre I : L'émergence de l'expression		107
Section I : L' « Agenda pour la paix »		108
I-	Les causes de la consolidation de la paix	109
II-	Les premières mises en œuvre d'action de consolidation de la paix	114

A- L'affaire du Nicaragua	114
B- L'indépendance de la Namibie	117

Section II : Le « supplément à l'Agenda pour la paix » et les Agendas pour la démocratisation et pour le développement 121

I- Le « Supplément à l'Agenda pour la paix »	122
II- L' « Agenda pour le développement »	126
III- L' « Agenda pour la démocratisation »	130

Chapitre II : Identification des actions relevant d'une opération de consolidation de la paix 133

Section I : La restauration de la démocratie et l'aide économique et financière 133

I- L'aspect institutionnel	134
A- Le volet constitutionnel	134
1- L'installation d'un gouvernement provisoire	136
a- L'administration internationale d'un territoire	138
1- L'administration transitoire par l'ONU	140
a- Le Cambodge	140
b- Le Kosovo	142
c- Le Timor Oriental	144
2- L'administration transitoire par une organisation régionale : l'exemple de l'Union européenne	145
a- Mostar	145
b- La Bosnie-Herzégovine	146
3- L'administration transitoire par un Etat : l'exemple de l'Irak	147
b- L'installation d'un gouvernement d'union nationale : l'exemple de la Côte d'Ivoire	151
2- Les missions des gouvernements en phase de consolidation de la paix dans le cadre de la question institutionnelle	155
a- L'assistance constitutionnelle	155
b- L'assistance électorale	176
B- La loi et l'administration : la gestion du quotidien	187
II- L'aspect économique et social	213

A-	L'assistance humanitaire et l'aide à la reconstruction _____	213
B-	Le développement durable économique et social _____	217
Section II : Le jugement des responsables _____		231
I-	Exposition des différentes solutions possibles _____	232
A-	Le tribunal ad hoc _____	232
1-	L'organisation des tribunaux ad hoc _____	234
2-	Le fonctionnement des tribunaux ad hoc _____	235
a-	La compétence _____	236
b-	La procédure _____	238
B-	Le tribunal internationalisé _____	241
1-	L'installation _____	241
2-	Les compositions _____	242
3-	Le droit applicable _____	243
C-	La Cour pénale internationale _____	244
1-	L'organisation de la Cour _____	245
2-	Le fonctionnement de la Cour _____	246
II-	Le choix d'une juridiction et le régime carcéral du condamné _____	249
<u>Conclusion du titre II</u>		<u>255</u>
<u>Conclusion de la partie I</u>		<u>258</u>
<u>Partie II : Les implications des opérations de consolidation de la paix</u>		<u>261</u>
<u>Titre I : Le processus de formation de la Commission de consolidation de la paix</u>		<u>262</u>
<u>Chapitre I : Vers l'émergence d'un organe responsable de la consolidation de la paix _____</u>		<u>262</u>
Section I : La nécessité d'un organe dédié à la consolidation de la paix _____		263
I-	La coopération et la coordination entre les différents acteurs _____	263
		550

A-	La coordination et la coopération entre les organes principaux de l'ONU	264
B-	La coordination et la coopération entre l'ONU et les autres entités	266
1-	La coordination et la coopération avec les institutions spécialisées	266
2-	La coordination régionale	270
II-	Le besoin de nouveaux outils adaptés à la consolidation de la paix	271
A-	Un besoin exprimé par l'ancien Secrétaire général	272
1-	La coordination de l'ensemble des actions de l'ONU	272
2-	Sur la question particulière de la consolidation de la paix	273
B-	Le besoin d'une coordination exprimé par les Etats membres	275
Section II : les différentes solutions proposées		277
I-	Du <i>rapport Brahimi</i> au rapport de la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats	277
A-	Le rapport Brahimi	278
B-	Le rapport La Responsabilité de protéger	279
II-	De la position des Etats membres aux rapports de 2004 et 2005	280
A-	Les positions des Etats membres	280
B-	Les rapports de 2004 et de 2005	281
1-	Un Monde plus sûr : notre affaire à tous	282
a-	Le projet de composition de la Commission	282
b-	Les objectifs proposés en faveur de la Commission	284
2-	Dans une liberté plus grande	285
a-	La composition de la Commission vue par l'ancien Secrétaire général	285
b-	Le fonctionnement	286
Chapitre II : La création de la Commission de consolidation de la paix		288
Section I : La structure		290
I-	La composition	290
A-	Le Comité permanent d'organisation	291
B-	Les autres participants	296
1-	Dénomination et classification des autres participants	297
2-	De la qualité de membre et de participants	299

II- La structure des autres instances liées à la Commission de consolidation de la paix	302
A- Le Petit Bureau d'appui à la consolidation de la paix	302
B- Le Fonds permanent pour la consolidation de la paix	305
Section II : Fonctionnement de la Commission, du Fonds et du Petit Bureau d'appui à la consolidation de la paix	307
I- Le fonctionnement de la Commission	307
A- Les objectifs	309
1- La définition de stratégies intégrées	309
2- La mobilisation des ressources	313
a- Les ressources humaines	314
b- Les ressources financières	315
3- La reconstruction et le renforcement des institutions au lendemain du conflit	318
a- Le renforcement des institutions internationales	318
b- La reconstruction de l'administration nationale	319
4- A la recherche du développement durable	321
5- Vers une meilleure coordination	325
B- Les pouvoirs de la Commission	326
1- L'ordre du jour et la saisine	326
2- La nature des actes	329
II- Le fonctionnement du Fonds pour la consolidation de la paix	331
III- Le fonctionnement du petit Bureau d'appui à la consolidation de la paix	334

Conclusion du titre I **336**

Titre II : La mise en œuvre de la CCP **338**

Chapitre I : Le processus précédant la consolidation de la paix en Burundi et en Sierra Leone 338

Section I : Le Burundi **338**

I- De l'indépendance aux coups d'Etats 339

A-	Le processus d'indépendance _____	339
B-	Coups d'Etat au Burundi _____	342
II-	La démocratisation du Burundi _____	349
A-	Les années 1990 au Burundi : la démocratisation aux pieds d'argile ____	350
1-	La démocratisation du pays _____	350
2-	Les événements de 1993 _____	352
a-	La réaction de la Communauté internationale _____	353
b-	Appréciation de la réaction de la Communauté internationale au Burundi au regard de la situation rwandaise _____	356
B-	L'action de l'ONU au Burundi jusqu'à la saisine de la CCP _____	359
1-	La recherche d'une solution politique _____	359
2-	La Convention de gouvernement _____	363
3-	Appréciation des mesures prises par le Conseil de sécurité sous l'empire de la Convention de gouvernement _____	370
	Section II : La Sierra Leone _____	375
I-	De l'indépendance à la guerre civile _____	375
II-	L'action de la Communauté internationale pour le retour de la paix en Sierra Leone _____	376
A-	La guerre civile _____	376
1-	De 1991 au 25 mai 1997 _____	377
a-	L'action de l'ONU sur la base du chapitre VI _____	378
b-	L'accord d'Abidjan du 30 novembre 1996 _____	379
2-	Le coup d'Etat du 25 mai 1997 et ses conséquences _____	381
a-	L'intervention de l'organisation régionale de la CEDEAO _____	381
b-	Le recours aux mesures du chapitre VII de la Charte de l'ONU ____	382
c-	L'accord de Conakry du 23 octobre 1997 et ses suites _____	383
3-	Le renforcement de la MONUSIL _____	384
B-	1999 : l'aube de la paix _____	387
1-	L'accord de Lomé du 7 octobre 1999 _____	387
2-	La MINUSIL _____	389
	Chapitre II : Les mesures prises par la Commission de consolidation de la paix _____	393

Section I : Le Burundi	393
I- Une paix difficile	393
A- Le coup d'Etat du 25 juillet 1996 : le retour de la démocratie	393
1- Le déroulement des événements et les réactions internationales	394
2- La Constitution de transition de 1996	395
a- Les objectifs poursuivis	395
b- L'organisation des pouvoirs dans le nouveau texte constitutionnel	396
3- La question des droits de l'homme au Burundi et la Commission d'enquête sur le coup d'Etat de 1993	397
a- Les rapports sur le coup d'Etat et la situation des droits de l'homme	398
b- La question du choix de la juridiction	401
B- L'accord de paix d'Arusha de 2000	402
1- Le texte de l'accord	402
a- La nature et les causes du conflit	403
b- La démocratie et la bonne gouvernance	406
c- Le protocole relatif à la paix	408
d- La reconstruction et la question des réfugiés	409
2- La mise en œuvre de l'accord	411
a- La mission de l'ONUB	414
b- Le rapport du Secrétaire général sur l'établissement d'une Commission d'enquête judiciaire internationale	415
II- La CCP et le Burundi	418
A- La saisine de la CCP de l'affaire burundaise	418
1- Les règles de saisine de la CCP	419
2- Leurs mises en œuvre dans l'affaire burundaise	419
B- Les mesures prises par la CCP dans l'affaire burundaise	420
Section II : La consolidation de la paix en Sierra Leone	429
I- Le jugement des crimes en droit humanitaire international en Sierra Leone	429
A- L'organisation et le fonctionnement du Tribunal spécial pour la Sierra Leone	431
1- L'organisation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL)	432

2-	Le fonctionnement du TSSL _____	433
a-	Les compétences du TSSL _____	433
b-	La procédure devant le TSSL _____	441
B-	Le bilan du TSSL _____	442
II-	La Sierra Leone devant la CCP _____	446
A-	La saisine de la CCP _____	448
B-	Les mesures prises par la CCP dans la question sierra léonaise _____	449
Section III : La Guinée-Bissau _____		457
I-	De l'indépendance à la guerre civile (1974-1998) _____	458
A-	D'un régime marxiste à l'économie de marché _____	458
B-	La démocratisation politique _____	458
II-	De la guerre civile à la consolidation de la paix (1998-2008) _____	460
A-	Une paix retrouvée par l'action régionale _____	461
B-	Une paix en cours de consolidation par l'action onusienne _____	462
<u>Conclusion du titre II</u>		<u>469</u>
<u>Conclusion de la partie II</u>		<u>471</u>
<u>Conclusion générale</u>		<u>473</u>
<u>Bibliographie</u>		<u>481</u>
<u>Annexes</u>		<u>535</u>
<u>Index</u>		<u>537</u>
<u>Table des matières</u>		<u>547</u>